

VIVALIS

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance  
au capital de 2.175.094,65 Euros  
Siège social : "La Corbière" 49450 - ROUSSAY  
N° d'identification : 422 497 560 RCS ANGERS  
-----

ORIGINAL

**RAPPORT DU DIRECTOIRE**

**A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

**DU 11 JUIN 2008**

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, conformément aux dispositions de la Loi et des Statuts de notre Société à l'effet de vous demander de vous prononcer sur :

- Rapport du Directoire à l'Assemblée Générale Extraordinaire ;
- Rapports spéciaux de Messieurs les Co-Commissaires aux Comptes sur les augmentations de capital ;
- Intervention de la Société sur le marché de ses propres actions (résolution n°8) ;
- Emission de bons de souscription d'actions (résolution n°9) ;
- Augmentation de capital social réservée aux salariés de la Société dans les conditions prévues à l'article L443-5 du Code du travail, en application de l'article L225-129-6 du code de commerce : conditions et modalités de l'émission, pouvoirs à conférer au Directoire à cet effet (résolution n°10) ;
- Pouvoirs (résolution n°11).

**Méthode de valorisation de la Société retenue dans le cadre des augmentations de capital décrites ci-après :**

Dans le cadre des augmentations de capital proposées, la valorisation a été faite selon les méthodes habituellement retenues pour ce type d'opération.

**1 - Intervention de la Société sur le marché de ses propres actions**

Conformément :

- aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce ;
- aux dispositions de la directive n° 2003/6 du Parlement européen et du Conseil, et à celles du Règlement européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003 ;
- au Règlement général de l'Autorité des marchés financiers dans ses articles 631-1 et suivants, ainsi que dans ses articles 241-1 et suivants ;
- aux pratiques de marché telles qu'admises par l'Autorité des marchés financiers dans sa décision du 22 mars 2005 ;
- et vu le descriptif du programme rendu public selon les modalités prévues par l'Autorité des marchés financiers, nous vous proposons d'autoriser pour une période de dix-huit mois, la Société à acheter, céder, échanger ou transférer des actions par tous moyens, en bourse ou de gré à gré, y compris, le cas échéant, par l'utilisation d'instruments dérivés fermes ou conditionnels aux fins :
  - assurer la liquidité ou animer le marché du titre par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante, dans le cadre d'un contrat de liquidité établi conformément à la charte de déontologie de l'AFEI ;
  - attribuer des actions aux salariés dans les conditions permises par la réglementation, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, du régime des options d'achat d'actions, par le biais de plan d'épargne d'entreprise ou de groupe, ou par attribution gratuite d'actions ;
  - remettre les actions en paiement ou en échange, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
  - les utiliser pour couvrir des obligations liées à des titres de créances donnant accès au capital ;

- les annuler par voie de réduction de capital.

L'achat, la cession, l'échange ou le transfert des actions pourraient être effectués par tous moyens, en bourse ou de gré à gré, y compris, le cas échéant, par l'utilisation d'instruments dérivés fermes ou conditionnels.

La part maximale du capital acquise ou transférée sous forme de blocs de titres pourrait atteindre la totalité du programme.

Ces opérations pourraient intervenir à tout moment dans les limites autorisées par les dispositions réglementaires en vigueur.

Le nombre maximum d'actions pouvant être acquises au titre de la présente résolution serait de 10% du capital de la société, ce qui à ce jour correspond à 1.452.633 actions, diminué du pourcentage de ses propres actions déjà détenu par la société, et le montant total consacré à ces acquisitions ne pourrait alors pas dépasser 45.757.939,50 €.

Le prix maximum d'achat ne pourrait être supérieur à 31,50€. En vue d'assurer l'exécution de la présente délégation, tous pouvoirs seraient donnés au Directoire, avec faculté de délégation, à l'effet :

- de passer tous ordres de bourse, conclure tous accords en vue, notamment, de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions ;
- d'effectuer toutes déclarations et de remplir toutes autres formalités et, de manière générale, faire ce qui sera nécessaire.

## **2 - Emission de bons de souscription d'actions autonomes**

Nous vous avons réunis en vue de vous prononcer sur l'émission à titre gratuit de 15.000 bons de souscriptions d'actions autonomes (dits BSA 20) avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégorie de personnes répondant aux caractéristiques suivantes : personnes physiques non-salariées qui sont membres des organes de direction ou de surveillance de la Société.

Chaque bon donnerait le droit de souscrire à une action ordinaire de la société . Le prix de souscription de cette action serait égal à la moyenne des cours de clôture des vingt derniers jours de bourse au moment de l'attribution aux titulaires par le Directoire.

Cette autorisation comporterait, au titre de l'article L 225-132 du Code de Commerce, au profit des titulaires des présents bons de souscription d'actions, la renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure de l'exercice de leurs bons de souscription d'actions.

L'augmentation de capital résultant de l'exercice des bons serait définitivement réalisée par le seul fait de la souscription des actions nouvelles, accompagnée d'une déclaration de levée des bons et des versements de libération.

Dans le mois qui suivrait la clôture de chaque exercice, le Directoire constaterait, s'il y a lieu, le nombre et le montant des actions émises pendant la durée de l'exercice, à la suite de l'exercice des bons, apportera les modifications corrélatives aux statuts relatifs et disposerait de tous les pouvoirs nécessaires pour remplir les formalités consécutives.

En conséquence de l'émission des BSA 20, l'Assemblée Générale autoriserait le Directoire à augmenter le capital d'un montant maximum de 2.250 euros par émission d'au plus 15.000 actions nouvelles ordinaires, de 0,15 euros de valeur nominale chacune.

### **Interdictions légales et maintien des droits des titulaires des BSA 20**

Si la Société procédait à (i) une émission, sous quelque forme que ce soit, de nouveaux titres de capital avec droit préférentiel de souscription réservé à ses actionnaires ou par incorporation de réserves, bénéfices ou prime d'émission, (ii) une distribution de réserves ou de prime d'émission, (iii) une modification de la répartition de ses bénéfices par création d'actions de préférence, ou (iv) si la Société faisait l'objet d'une fusion ou d'une absorption, les droits des titulaires des BSA 20 devraient être réservés dans les conditions prévues par les articles L.228-99 à L.228-102 du Code de Commerce.

Par ailleurs, l'accord des titulaires de BSA 20 devrait être obtenu dans le cadre et pour les opérations prévues par les textes en vigueur, selon les modalités prévues par lesdits textes.

Sauf autorisation de la masse des titulaires de BSA 20 conformément aux dispositions de l'article L.228-98 du Code de commerce, la Société s'interdirait, à compter de l'émission effective desdits BSA 20 et plus généralement de toute valeur mobilière donnant droit à des titres de capital, de procéder :

- A l'amortissement de son capital social.
- A une modification des règles de répartition de ses bénéfices.
- A une modification de sa forme ou de son objet.

En cas de réduction du capital de la Société motivée par des pertes, par diminution, soit du montant nominal des actions, soit du nombre de celles-ci, les droits des titulaires des BSA 20 seraient réduits en conséquence, comme s'ils les avaient exercés avant la date à laquelle la réduction de capital est devenue définitive, conformément à l'article L.228-98 du Code de Commerce.

Le délai pendant lequel le Directoire pourrait faire usage de la présente délégation pour émettre les BSA 20 serait fixé à dix-huit mois (18 mois) à compter de l'Assemblée. Le Directoire pourrait utiliser cette autorisation en une ou plusieurs fois.

#### Incidence de l'émission proposée des BSA 20

Le tableau figurant en Annexe décrit l'incidence de l'émission des BSA 20 sur la situation de chaque actionnaire, en particulier en ce qui concerne l'évolution de sa quote-part dans les capitaux propres et sur les résultats.

Nous vous indiquons que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007 ont été arrêtés par le Directoire du 17 mars 2008. Depuis le 31 décembre 2007, 25.700 actions nouvelles ont été souscrites suite à des levées d'option portant le nombre total d'actions de 14.500.631 à 14.526.331. Le calcul de l'effet dilutif tel que décrit en Annexe A a été effectué par rapport au montant des capitaux propres au 17 mars 2008.

#### **3 – Augmentation du capital social réservée aux salariés de la Société dans les conditions prévues à l'article L. 443-5 du Code du travail, en application de l'alinéa 2 de l'article L.225-129-6 du Code de commerce - Conditions et modalités de l'émission - Pouvoirs à conférer au Directoire à cet effet ;**

Nous vous rappelons que la loi n° 2001-152 du 19 février 2001 sur l'épargne salariale a introduit à l'article L 225-129-6 du Code de Commerce une disposition selon laquelle l'Assemblée Générale Extraordinaire décidant toute augmentation de capital doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues à l'article L. 443-5 du Code du Travail.

Nous allons vous donner lecture des dispositions légales y afférentes et notamment celles relatives au prix de souscription des actions.

Afin de se conformer à cette exigence légale, et dès lors que les décisions proposées ci-dessus auront été prises par votre Assemblée générale Extraordinaire, il conviendra de vous prononcer :

- sur la délégation au Directoire d'augmenter en une ou plusieurs fois le capital social à concurrence d'une somme au nominal maximale de 30.000 euros, par la création et l'émission de 200 000 actions ordinaires, et ce, dans les conditions fixées par les dispositions légales précitées.
- sur la suppression du droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires par l'article L 225-132 du Code de Commerce et sur l'attribution du droit de souscription aux actions nouvelles à émettre aux salariés de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L 225-180 du Code de Commerce adhérant à un plan d'épargne entreprise et/ou à un plan partenarial d'épargne salariale volontaire mis en place au sein de la société.

Cette délégation serait accordée au Directoire pour une durée de vingt-six mois.

Il vous sera donné lecture du rapport de votre Commissaire aux Comptes sur ce projet.

Nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions complémentaires ou explications que vous jugerez utiles.

Fait à Roussay, le 17 mars 2008

**LE DIRECTOIRE**

